

BUDGET 2025 : NE SACRIFIONS PAS LA VIE ASSOCIATIVE, MOTEUR DES TERRITOIRES

« Ça ne tient plus »

Depuis longtemps, les représentants associatifs alertent sur leur situation qui se dégrade rapidement. D'année en année, les associations font des efforts considérables pour s'adapter et maintenir leurs activités auprès de tous les publics au même niveau de qualité. Dans un contexte extrêmement contraint, marqué par la contraction des financements publics, la hausse du coût de la vie et l'augmentation des besoins sociaux - notamment liée à l'explosion de la pauvreté - les associations déploient des trésors d'ingéniosité pour garder le même niveau d'intervention sur leurs nombreuses missions, toutes d'intérêt général. Cette situation pèse considérablement sur toutes les personnes engagées dans les associations à titre bénévole, volontaire ou salarié qui, parce qu'elles ont une haute idée des missions qu'elles remplissent auprès du public, se sentent aujourd'hui sous pression. Chaque association, dans ce contexte de plus en plus dégradé, est allée chercher où elle pouvait les marges de manœuvre nécessaires pour continuer à fonctionner. Les réseaux et fédérations, les acteurs de l'accompagnement se sont mobilisés pour accompagner les associations dans leurs réflexions sur leurs modèles socio-économiques et sont présents pour les appuyer au quotidien dans leurs problématiques. **Mais aujourd'hui, comme le rappelle la Présidente du Mouvement Associatif national, "ça ne tient plus". La situation est critique, les associations n'ont plus de marge de manœuvre et les structures qui les accompagnent sont elles même en situation de fragilité.**

**"PRÈS DE 9 /10 FRANÇAIS ET FRANÇAISES CONSIDÈRENT
LES ASSOCIATIONS COMME LES PRINCIPAUX ACTEURS
D'UNE VIE LOCALE RICHE ET DYNAMIQUE SUR LE TERRITOIRE."**

IFOP, janvier 2020

Un secteur vital pour nos territoires

En Hauts-de-France, plus de **100 000 associations** irriguent les villes et les campagnes, soutenant les plus vulnérables, accompagnant les jeunes, promouvant la culture, le sport, l'environnement et bien d'autres causes fondamentales.

Avec près de **200 000 emplois non délocalisables et 1 million de bénévoles engagés**, les associations sont un véritable levier économique et social. Elles assurent des missions d'intérêt général que ni l'État, ni les collectivités, ne pourraient assumer seuls. Elles offrent des services de proximité, pallient le recul des services publics dans certaines zones rurales et urbaines sensibles et créent du lien entre les citoyens. Aujourd'hui, alors que les coûts de fonctionnement explosent (hausse des loyers, de l'énergie, des salaires, des charges administratives), supprimer ou réduire leur soutien financier reviendrait à faire tomber ce maillage essentiel qui fait vivre nos territoires. Les restrictions budgétaires ne sont pas sans conséquences : elles affectent directement la capacité des associations à répondre aux besoins des populations, notamment les plus vulnérables, tout en limitant leur rôle dans l'animation des territoires.

**“ENTRE 2005 ET 2020, LA PART DES SUBVENTIONS A BAISSÉ
DE 41 % DANS LE BUDGET DES ASSOCIATIONS
AU PROFIT DE LOGIQUES MARCHANDES.”**

Rapport-avis du CESE : “Renforcer le financement des associations”, mai 2024

Une asphyxie budgétaire injuste et dangereuse

Le décalage du vote du budget et les conséquences pour les associations illustrent la difficulté du monde associatif qui doit constamment s'adapter à l'instabilité politique. Ce manque de clarté, parfois doublé d'un manque de dialogue, est un véritable frein au développement de l'action associative.

Mais plus encore, il met aujourd'hui en péril un grand nombre d'associations en mettant leur trésorerie sous pression. Les retards de financement et l'absence de prévisibilité asphyxient les associations. Cette équation intenable impacte déjà des centaines d'associations qui restructurent leur activité, en supprimant des actions et/ou des emplois - ce qui veut dire toujours moins de services pour les habitants et habitantes de Hauts-de-France. **Doit-on fermer des centres sociaux, limiter l'accès au sport ou à la formation pour les jeunes, supprimer des aides alimentaires ou des événements culturels ? C'est un choix dramatique pour notre région, qui souffre déjà d'inégalités sociales et économiques marquées.**

**“113 MILLIARDS D'EUROS SOIT 3 POINTS DE PIB,
C'EST LE POIDS ÉCONOMIQUE DU MONDE ASSOCIATIF”**

Lionel Prouteau et Viviane Tchernonog, Paysage associatif français - 2023

Un investissement et non une dépense

Soutenir la vie associative n'est pas une charge, mais un investissement stratégique pour l'avenir des territoires et de ses habitants et habitantes. Chaque euro investi génère des retombées positives bien au-delà du seul secteur associatif : il renforce la cohésion sociale, favorise l'engagement citoyen et dynamise l'économie locale. De nombreuses études montrent que les politiques de soutien aux associations participent à la réduction des coûts sociaux à long terme (santé, sécurité, éducation, emploi). Il n'est aujourd'hui plus possible que le monde associatif continue d'être une variable d'ajustement budgétaire des politiques publiques. Pouvoirs publics et associations doivent agir ensemble en tant que partenaires et non pas en tant que prestataires. La marchandisation grandissante d'un grand nombre de services, outre qu'elle fragilise un peu plus les modèles associatifs, ne peut pas constituer la réponse appropriée à tous les besoins sociaux.

**“LE FINANCEMENT DES COLLECTIVITÉS REPRÉSENTE
1/3 DU BUDGET DES ASSOCIATIONS.
C'EST 3X PLUS QUE L'ÉTAT.”**

Rapport-avis du CESE : “Renforcer le financement des associations”, mai 2024

Que serait la vie quotidienne sans les associations ?

Nous, acteurs associatifs, demandons aux collectivités composant la Région Hauts-de-France de maintenir un budget 2025 ambitieux pour les associations et de ne pas faire des associations la variable d'ajustement de budgets contraints. Nous rappelons que, la plupart du temps, les associations exercent leurs missions dans le cadre de politiques publiques partagées entre l'Etat et les collectivités. **Nous appelons l'ensemble des financeurs publics, Etat et collectivités, à faire preuve de responsabilité et à être garants ensemble de la bonne condition d'exercice des missions d'intérêt général confiées aux associations.** Derrière la disparition d'emplois ou d'activités associatives, derrière la fermeture potentielle d'associations, ce sont des services entiers à la population qui vont disparaître, des lieux de vie et de sociabilité, des possibilités d'accompagnement pour les publics les plus fragiles, alors livrés à eux-mêmes.

Il est urgent de reconnaître le rôle majeur des associations et de leur donner les moyens d'agir, sans quoi c'est toute la dynamique régionale qui en pâtira. **Acteurs des collectivités des Hauts-de-France, si nous partageons l'ambition commune de répondre à la crise sociale et démocratique, il est urgent d'apporter des solutions claires et d'arrêter le court-termisme en :**

- Garantissant des financements pluriannuels et lisibles, pour permettre aux associations de planifier et de pérenniser leurs actions ;
- Simplifiant et accélérant les processus de conventionnement et de versements des subventions, afin de soulager les trésoreries en tension et de faciliter la gestion ;
- Renforçant le dialogue structuré entre collectivités et associations, en reconnaissant leur rôle stratégique dans les politiques publiques ;
- Renforçant les dispositifs qui fonctionnent et qui profitent à un nombre important d'associations tels que Guid'Asso, le Service Civique ou le Dispositif Local d'Accompagnement.

Nous tirons la sonnette d'alarme, non pas par corporatisme, mais parce qu'il s'agit d'un problème grave avec des conséquences concrètes : sociales, environnementales, économiques et démocratiques. Nous appelons donc à une mobilisation massive pour défendre un financement associatif à la hauteur des défis de notre époque.

Ensemble, faisons entendre notre voix pour que la solidarité et l'engagement citoyen ne soient pas les grands sacrifiés du budget 2025 !

